# Informations générales

Email de contact : laurent.simplicien@macnhe.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 17 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Communauté de communes Granville Terre et Mer

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* ADEME
* nom : CC de Granville, Terre et Mer, SIREN : 200042604, nature : CC

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* SRADDET
* Plan pluriannuel régional de développement forestier
* Plan régional pour une agriculture durable
* Schéma d’Amélioration de l’Accessibilité des Services Publics de la Manche
* SDAGV
* PDALHPD
* Charte pour une Gestion Econome et Partagée de l’Espace Rural
* SCOT
* Schéma directeur d’aménagement numérique
* Schéma de mise en valeur de la mer
* PLH
* PLUI
* PCAET
* Projet alimentaire territorial
* SAGE
* SDAGE

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* LEADER
* Plan Global de Déplacement
* Schéma directeur vélo
* Plan mobilité
* Schéma directeur petite enfance
* Schéma développement économique
* Schéma directeur nautique
* Opération collective de modernisation du commerce et de l’artisanat
* Programme impulsion transition numérique
* Schéma directeur immobilier énergétique
* Contrat objectif territorial ADEME
* OPAH
* Contrat territoire lecture (CTL)
* Contrat eau et climat
* Contrat local de Santé
* ORT
* Territoires de nouvelles mobilités durables
* contrat territorial enfance jeunesse

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* Défi 1 - Façonner notre territoire de demain
* Défi 2 - Renforcer une offre de services et d’équipements pour tous
* Défi - 3 : Soutenir la dynamique économique locale et les innovations

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : Oui

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Non

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Opération de requalification (friches…)
* Véhicules électriques, hybrides, GNV, bornes de recharge…
* Transports en commun
* Culture et patrimoine
* Santé et soins
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
* Accès à un logement de qualité
* Usages et inclusion numériques
* Mobilités douces
* Sport
* Production d’énergies renouvelables
* Efficacité énergétique
* Restauration et alimentation durable
* Connaissance et protection de la biodiversité et milieux naturels
* Gestion des risques (inondations…)
* Sensibilisation et animation de la transition
* Commerce, artisanat de proximité
* Formation professionnelle
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi
* Economie sociale et solidaire

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : -

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : -

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* Préfet
* ADEME
* Exécutif GTM
* Banque des Territoires
* nom : CC de Granville, Terre et Mer, SIREN : 200042604, nature : CC

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : -

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : Oui

Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale : None

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Non

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : Oui

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions :

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : None

Mobilisation d’une ingénierie externe :

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Non

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : -€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : - €